

— IV —

LES SERVITUDES D'UNE MISSION

Les atouts que possède le mouvement syndicaliste libertaire sont dangereusement compromis par une série de défauts caractéristiques des militants et des milieux aujourd'hui existants.

Le premier de ces défauts se décèle dans la littérature éditée par les groupements. Il s'agit de rééditions d'œuvres et d'essais anciens, et les études nouvelles pèchent par abondance de généralités. Rares sont les brochures qui traitent d'un problème actuel. Trop souvent, un vocabulaire passe-partout, mis au point dans les périodes du capitalisme libéral, est utilisé pour décrire des situations nouvelles. Les schémas anciens sont appliqués sur des phénomènes originaux. Orale ou écrite, la parole anarcho-syndicaliste est demeurée inchangée.

Il s'agit là d'un signe non équivoque d'arriération mentale ou de malaise produit par une peur instinctive des questions posées par des situations complexes. Continuer à parler du capitalisme sans tenir compte de son évolution, de ses contrepois, de ses limitations ; traiter de l'Etat sans établir les indispensables différences entre appareils totalitaires, systèmes démocratiques ou régimes militaires ; négliger l'importance des couches sociales situées entre les détenteurs de capitaux et les salariés, celles des techniciens et des cadres ; minimiser le rôle du secteur tertiaire, c'est délibérément tourner le dos au présent et, par conséquent, s'interdire d'y figurer comme élément lucide et actif.

Ce défaut devient tragique quand les expériences vécues ne sont pas suffisantes pour arracher les propagandistes à leurs litanies. La richesse des situations affrontées au cours de la guerre civile espagnole n'a pas été exploitée jusqu'à présent par les rescapés ou les héritiers de la C.N.T. Les ouvrages ou les études appartiennent au genre épique ou pratiquent l'éreintement théorique, mais il est fort peu de textes consacrés à l'observation des cas et des situations, à l'approfondissement des problèmes, à la mise en valeur des

leçons. Le drame du mouvement bulgare, dupé par les aspects multiples de la résistance nationale, puis par la phraséologie anticapitaliste des services soviétiques, n'a, lui non plus, pas été tiré au clair.

Ne pas s'attacher à confronter systématiquement les principes et la réalité pour corriger les doctrines, adapter les méthodes, vérifier les possibilités, correspond sans aucun doute à un profond sentiment d'infériorité et contribue à transformer un mouvement vivant, donc faillible, en un milieu clos célébrant les anniversaires et cherchant, dans la vision d'un passé simplifié, la formule d'un futur logique.

Cela ne signifie nullement que la plupart des activistes ne soient taraudés par l'inquiétude. Mais ce déséquilibre, provoqué par le décalage entre les formules anciennes et la réalité complexe d'aujourd'hui, conduit trop souvent le militant désaxé à accepter une idéologie de circonstance, à remplacer sa formule par une autre qui semble devoir lui fournir des résultats immédiats, mais qui, en fait, tourne le dos à tout ce qui faisait son originalité et sa raison d'être. On en arrive alors à trouver dans quelques milieux anarcho-syndicalistes espagnols, des psalmodieurs de thèses qui s'appliquaient étroitement à l'époque 1880, ou des admirateurs des systèmes scandinaves qui ne tiennent aucun compte des conditions particulières de l'Espagne.

La voie difficile, mais la seule qui conduise à un enrichissement intérieur et débouche sur le concret social, c'est-à-dire l'étude des situations et des phénomènes, puis la recherche des moyens et des méthodes pour les influencer, est rarement suivie. Cependant, des efforts sont menés dans cette direction, soit que les conditions particulières aux régions obligent les mouvements à affronter les problèmes pour survivre, soit que les militants prennent conscience du dangereux hiatus qui existe entre leurs positions traditionnelles et le monde moderne. C'est ainsi qu'en Argentine, le régime péroniste ayant placé le mouvement libertaire dans l'illégalité, d'importants groupes de militants en vinrent à s'interroger sur la nature et les ressorts du justicialisme, et il en sortit d'excellentes études, sans doute les plus solides et les plus lucides qui aient été publiées ; dans le même temps se formait une nouvelle génération d'ouvriers et d'étudiants fidèles au syndicalisme libertaire, mais solidement enracinés dans les réalités du pays de la Plata et en mesure d'affronter les problèmes immédiats.

La deuxième faiblesse à laquelle il a déjà été fait allusion réside dans la mentalité du révolté voué à la défaite qui carac-

térise les combattants libertaires. L'énormité du poids que représentent les traditions d'une société fondée sur le privilège, la solidité des réflexes de soumission et la longue accoutumance aux injustices et aux truquages de la majorité de la population apparaissent comme des obstacles qu'une victoire matérielle ne peut définitivement éliminer. Par ailleurs, comme il est impossible de ne pas participer aux luttes sous peine de perdre sa propre estime et celle des compagnons, le combat prend allure de sacrifice.

Pour définir l'état d'esprit des révolutionnaires allemands au lendemain de la guerre de 1914-1918, Dora et André Prudhommeaux, dans un court essai consacré à la *Commune de Berlin*, écrivent : « Après avoir fait la révolution pour sortir de la guerre, faudrait-il rentrer dans la guerre pour défendre et promouvoir la révolution ? Cette solution avait pour elle un seul facteur, le dégoût et la rancœur des opprimés et des vaincus, dont beaucoup avaient en outre pris l'habitude des combats. Être soldat de la révolution était une raison valable pour garder le fusil et son corollaire, la gamelle : « Qui a du fer a du pain ». Retourner à l'atelier se faire exploiter ? Ou, pour les déclassés parvenus à un certain grade, tomber en chômage et crever de faim ? Et cela, sans avoir réglé son compte à la société de sang et de boue, aux profiteurs, aux responsables de la guerre, aux incapables et aux traîtres qui avaient jeté l'Allemagne dans une aventure contre le monde entier et l'avait conduite à sa ruine ? Non ! Rester ensemble, entre camarades, et mourir ensemble s'il le fallait ; surtout maintenant qu'on se battait pour son propre compte. »

(Cette mentalité de combattant voué au sacrifice mais jouissant de l'heure de pleine liberté, s'exprimait en mai 1937, à Barcelone, lors des journées de lutte contre les staliniens, par la bouche d'un ouvrier italien, membre des comités de défense de la C.N.T. Assis sur une barricade dressée en plein quartier populaire, il mordait à pleine bouche dans un morceau de pain et dans un « chorizo », et disait tout en mâchant : « Depuis que j'ai repris le fusil... je mange mieux ».)

« Spartacus est seul », constatent les auteurs. Aussi « ...les espoirs de rédemption restent mythiques et ce qui se présente concrètement, c'est le calvaire... » « Ce calvaire, le petit noyau spartakiste l'accepte d'avance ».

Plus loin, ils dépassent le cas personnel de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg pour atteindre le fond même d'un certain type de lutteur :

« La théorie spontanéiste-révolutionnaire du prolétariat — souvent dit « anarchisante » ou « anarcho-syndicaliste »

— n'est pas une inconséquence chez Karl et Rosa ; elle rejoint leur profond souci d'une éthique personnelle héroïque. Leur attitude se résume bien moins dans une interrogation épique du destin que dans une enquête angoissée des limites humaines ».

Enfin, Dora et André Prudhommeaux en arrivent à conclure : « Toute religion enjoint à l'homme à faire plus qu'il ne peut. D'où cette suite ininterrompue de désastres : l'histoire. Mais les religions naissantes sont les plus impératives. A des responsabilités amorties, elles substituent des responsabilités directes, des exigences aux dents neuves. »

Pourtant, cette lucidité extrême ne conduit pas les auteurs au retrait : « ... dégageons clairement ce qui n'est pas en cause — l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. De l'aspiration générale des hommes à la réhabilitation du travail humain, de l'aspiration particulière de chacun d'eux au rôle de créateur, à la paternité, ou plus exactement à la maternité de l'œuvre — nous ne pensons pas avoir à douter. Ce qui est soumis à la critique, c'est la forme religieuse de cette aspiration, c'est le voile mystique qui la dissimule sous les catégories de la nécessité historique et du devoir absolu. Tout cela me paraît étranger à l'essence de la civilisation occidentale, qui n'existe point, à mes yeux, hors de l'affirmation de la responsabilité et de l'autonomie individuelles dans la solidarité générale. L'éthique des producteurs emprunte trop souvent son contenu à celle des prêtres et des guerriers, à la morale des sacrificateurs sacrifiés au nom d'une responsabilité collective qui est celle de la *Gemeinschaft* totalitaire des premiers âges. La société profane, la société du travail n'admet point ce drame de l'impossible exigé, de l'homme courbé devant les appétits insatiables de ses dieux. L'absence de mesure entre l'impératif imposé à la conscience et les forces réelles auxquelles celle-ci peut commander, telle est l'essence de la religion. Sur le plan profane, chaque homme saisit l'instrument qui lui est propre, pour accomplir sa liberté : la liberté de l'ouvrier est son œuvre propre. Sur le plan du « sacré », le renoncement à l'action autonome, l'appel aux intercesseurs, le transfert des responsabilités, l'immolation volontaire, portent leurs fruits inévitables : l'asservissement des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

« La responsabilité et la liberté individuelles ne s'exercent valablement que dans les rapports concrets où elles s'engagent. Tout devoir suppose un droit de disposition sur les moyens de l'accomplir ; toute disposition de moyens, in-

versement, crée un devoir, qui a pour limite le plein usage. Intériorisé comme rapport entre la volonté de l'homme et ses puissances, ce rapport de l'être et de l'œuvre, de la vertu et de l'action, constitue la tragédie de l'homme privé, le drame civil et profane de l'existence personnelle appelée devant elle-même à donner sa mesure. »

Ce sentiment d'impuissance associé, pourtant, à une volonté d'affirmation, est singulièrement plus fort que dans les courants socialistes, qu'ils soient social-démocrate ou communiste ; la tâche apparaît autrement ample aux libertaires convaincus de la nécessité d'une transformation complète des relations sociales et de l'émancipation individuelle, alors que les autres écoles estiment que la prise du pouvoir et la modification d'un certain nombre de rapports économiques ouvrent une ère de progressive libération. Enfin, les syndicalistes libertaires qui ne croient pas aux impératifs historiques et ne prétendent pas que la « roue de l'histoire » amènera un socialisme authentique, ne peuvent être moralement soutenus par la conviction qui anime leurs concurrents.

Conscients de ce que la fin du capitalisme ne sonne pas nécessairement le début du socialisme, que la succession n'a rien d'automatique, c'est cependant sur les formes et les moyens d'une lutte permanente, sur les mesures propres à infléchir le cours des événements dans le sens d'une plus grande émancipation, et sans perdre de vue les buts lointains, que les syndicalistes libertaires butent.

L'inlassable répétition de la formule, valable : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », devient une incantation devant des événements sur lesquels ils n'ont plus prise parce qu'ils ne s'y mêlent pas. Leur attitude ressemble assez à celle qu'aurait un ingénieur qui, assuré de posséder les équations correctes et les formules algébriques valables ne saurait les traduire en chiffres pour résoudre un problème concret.

Produit de la société capitaliste libérale, du moins en ce qui concerne leur vocabulaire et l'expression de leur doctrine ; intimement désespérés par les dimensions des tâches qui leur incombent bien qu'ils soient toujours disposés à intervenir en période de crise et de catastrophe ; profondément convaincus de la valeur de leur apport et de leurs prévisions, mais maladroits dans l'exploitation des événements quotidiens et le développement systématique de leur influence, tels peuvent être caractérisés la plupart des militants et des mouvements syndicalistes libertaires contemporains.

Ces impasses correspondent-elles à des défauts propres aux origines et aux idées libertaires ? Nous ne le croyons pas.

Comme la plupart des courants socialistes, le syndicalisme libertaire a pris naissance et force à l'époque où les structures sociétales n'étaient pas encore stabilisées. Mais alors que, par la suite, les mouvements socialistes et syndicalistes d'Etat s'inséraient dans les institutions nouvelles, le mouvement libertaire devenait marginal et ne conservait vigueur que dans les nations où l'instabilité sociale et le déséquilibre institutionnel laissaient une chance aux espoirs révolutionnaires, c'est-à-dire une perspective de société déterminée par les organisations ouvrières.

En Argentine comme aux Etats-Unis, les grandes poussées syndicalistes libertaires s'immobilisent dès que l'équilibre économique interne semble atteint. La F.O.R.A. n'est point tant vaincue par les armes de la police et de l'armée que par l'arrêt, ou le contrôle étroit, des émigrations politiques, par le soutien, de la part des gouvernements autoritaires, des syndicats neutres, par la création de syndicats officiels, ou encore la mise au point de lois sociales, sorte de contre-feu qui va couper la propagande anarcho-syndicaliste de son public traditionnel. Ce sont ces mêmes mesures, esquissées par Uriburu dès 1930, qui vont être généralisées par Peron, celui-ci utilisant comme masse de manœuvre les foules d'ouvriers agricoles de retour vers les centres urbains, lesquelles verront dans le justicialisme un moyen de satisfaire leur besoin de sécurité. Elles seront employées pour briser ou isoler le mouvement syndical autonome des vieilles industries. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, péronistes et communistes exercent leur principale influence dans les secteurs à population mobile de la production (frigorifiques, fabriques de produits chimiques, alimentation) alors que la résistance syndicaliste conserve ses forces dans les anciennes forteresses organisées : ports, transports, chemins de fer, imprimerie, bâtiment.

Aux Etats-Unis, le contexte historique et social est identique, encore que ce soit au contraire parmi les travailleurs non qualifiés que l'influence des I.W.W. se maintiendra. L'*American Federation of Labor* n'assure sa puissance et ne recrute de façon intense qu'après avoir explicitement reconnu le caractère définitif de l'Etat et participé aux œuvres de défense nationale, lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis dans le premier conflit mondial.

Les I.W.W. sont alors non seulement pourchassés et traqués par les services d'Etat et les équipes patronales mais

écrasés par l'A.F.L. qui bénéficie de la reconnaissance officielle. Les zones non régies par l'administration régulière, les milieux en évolution, les travaux qui échappent à la législation se font de plus en plus rares. L'idée force lancée par les I.W.W. : l'organisation par industrie, c'est-à-dire l'organisation des travailleurs non qualifiés, n'aboutira pas. Elle sera reprise lors de la grande crise et de la grande peur qui lui succéda. Elle assurera le triomphe du *Congress of Industrial Organisations*.

On peut donc raisonnablement estimer que l'influence syndicaliste libertaire se perd dès que l'alternative : régime capitaliste assurant travail et niveau de vie minimum ou société de libres producteurs, ne s'offre plus dans les faits et que le système capitaliste industriel est effectivement instauré. Ce n'est qu'en période de catastrophes, d'effondrement économique ou de récession que la perspective libertaire retrouve une certaine audience, périodes où précisément le sentiment de relative sécurité qu'offre le régime capitaliste se trouve compromis.

S'ensuit-il que le mouvement anarcho-syndicaliste est condamné à la vie marginale, au confinement doctrinal dans les régions où un relatif bien-être endort l'esprit critique et rend sans attrait l'effort vers une pleine émancipation ?

Si cela était vrai il y aurait lieu de prévoir la disparition du courant libertaire non seulement dans les pays qui ont dépassé le stade du capitalisme libéral classique, mais aussi dans les régions où le prolétariat se forme dans des conditions différentes, par une volonté et une impulsion de l'Etat tout-puissant, comme en Chine, en Afrique noire ou au Moyen-Orient.

Un des phénomènes essentiels sur lequel les anarcho-syndicalistes ont à se pencher, est la différence de nature qui existe entre le monde des idées et le monde des réalités. Si, en certaines époques déterminées, leur théorie s'est construite à partir de situations de fait, de luttes spontanées et d'expériences douloureuses, rien ne sert plus de répéter cette théorie devant des situations nouvelles, comme un ensemble de formules incantatoires.

Sans nul doute, il leur reste un capital intact de conceptions et de jugements découverts à l'occasion de certaines époques de crise et dont la valeur demeure du fait qu'ils s'appliquent à des phénomènes sociaux permanents. Mais, d'une part, la vérification du bien-fondé de ces conceptions et de ces jugements passés dans l'héritage valable doit être sans cesse effectuée, et d'autre part leur énoncé ne peut

être tenu pour suffisant. La connaissance exacte de divers phénomènes sociaux, la mémoire de certaines expériences ne sont pas des garanties pour le comportement rationnel du militant ni pour la bonne orientation des mouvements sociaux.

*

**

Si l'édition de brochures, la diffusion de livres, la tenue de conférences peuvent aider un plus grand nombre d'hommes à mieux comprendre les événements, l'ensemble de ces efforts ne modifie pas pour autant les structures sociétaires ni le comportement des collectivités. La prise de conscience est indispensable ; elle n'est pas, à elle seule, suffisante. Elle peut même, si elle n'est pas mise à profit pour éclairer l'action, si elle ne débouche pas sur une activité sociale, conduire à l'isolement et stérile.

Que les socialistes d'Etat, que les écoles autoritaires, que les divers partis s'illusionnent sur leur importance en confondant leurs doctrines avec leur comportement social objectif est un phénomène connu. Les social-démocrates allemands des années de l'après-guerre vantaient la démocratie et brisaient les sursauts prolétariens. Les socialistes espagnols croyaient modifier le cours de l'histoire du peuple ibérique « sans casser une vitre », pour aboutir cinq ans plus tard à une guerre civile qui coûta la vie à quinze cent mille personnes. Les libéraux ont exalté la liberté humaine tout en soutenant un système économique qui imposa des conditions de baigne à une grande partie de la population. Entre le domaine des idées, des phraséologies et des constructions de l'esprit et celui des faits, des institutions et des méthodes d'organisation sociale, il y a toujours eu un abîme de contradictions. Et ce fut l'immense contribution du mouvement libertaire que d'avoir dénoncé, par la parole et par l'écrit, par l'action et la recherche d'une façon de vivre plus rationnelle et plus juste, le caractère schizophrénique de la société de classe et d'autorité.

Mais, soulignons-le une fois de plus, la prise de conscience n'est qu'un préalable à l'action lucide. Les deux ne peuvent être confondus. Dénoncer par exemple le caractère bureaucratique de nombreuses organisations syndicales est utile et sain ; mais se refuser à participer à l'action syndicale conduit au retrait de la vie sociale et à la démission. Ce n'est qu'en vivant la condition ouvrière dans toutes ses contradictions, en parfaite connaissance de ses ambiguïtés et de ses paradoxes, que l'anarcho-syndicaliste peut jouer son rôle

et faire déboucher sur le plan de la société son expérience propre.

Le danger est celui qui naît de l'existence marginale, parfois exaltante par son défi, rarement influente sur les évolutions générales. Le danger est aussi dans l'activisme écervelé, fruit d'une volonté d'action à tout prix et qui ne sert en définitive qu'aux états-majors de mouvements exploitant l'immédiat.

Le pessimisme foncier du syndicalisme libertaire ne doit pas conduire à l'évasion — que celle-ci prenne la forme de cercles fermés méprisant la « masse » et se nourrisse soit de nostalgies, soit de vaines spéculations sur les paradis futurs, ou qu'elle s'enivre d'absolu, littéraire ou terroriste. Si le mouvement anarcho-syndicaliste a une valeur, elle réside dans l'effort quotidien, sans illusion ni regret, porté sur la compréhension, l'orientation et l'humanisation des mœurs sociales, dans le monde tel qu'il est.

Les limites de cet effort permanent, toujours renouvelable, et qui ne vaut finalement que par sa permanence et sa répétition, sont évidentes. L'héritage n'existe pas sous forme de doctrine ou de principes acquis une fois pour toutes, il n'est que dans une tenace succession d'hommes qui pensent et agissent dans les conditions subies d'une société de classes, et conscients de ce que leur volonté de connaître et d'intervenir est le seul moteur possible d'une prise de possession de la vie collective et de l'histoire.

Ni la passation de père en fils, ni la transmission de génération en génération ne peuvent être espérées. Ce qui est confirmé par l'expérience c'est que les mêmes contradictions sociales reposent des problèmes identiques. Ce qui est admis, c'est que l'expérience d'un milieu ou d'une génération sert rarement à un autre milieu ou à une nouvelle génération. Ce qui est possible, c'est que l'effort mené par les plus clairvoyants et les plus actifs devienne facteur déterminant pour de nouvelles situations, sous forme d'institutions, elles-mêmes périssables. Les syndicats sont ces institutions.

La tâche des anarcho-syndicalistes dépasse singulièrement celle que s'assignent les socialistes des diverses écoles et qui se résume dans l'aménagement de la condition prolétarienne dans des sociétés inégales, injustes et compétitives ce qui, assez logiquement, conduit à la naissance de nouvelles couches sociales privilégiées, par delà les transformations. La tâche du syndicalisme libertaire est de mettre à profit les luttes sociales elles-mêmes, pour enseigner aux combattants le sens profond de leur combat, d'utiliser escarmouches et

guerres sociales pour apprendre et enseigner les voies et les moyens d'une émancipation totale, dont la première étape est la lucidité individuelle.

Embrasser d'un coup d'œil l'ensemble des luttes socialistes menées sur près d'un siècle conduit à quelques constatations essentielles. Des livres par centaines, des brochures par milliers, des tracts et des affiches par millions, des quantités énormes de causeries, de conférences, de meetings et de manifestations de rues ont contribué à créer une certaine conscience ouvrière, ont permis d'affirmer une volonté d'existence et de dignité de classe. Ce total impressionnant d'efforts, de sacrifices et d'héroïsme a aidé à la prise de conscience d'un prolétariat exclu de la société officielle. Mais ce sont les grèves, les mouvements revendicatifs, l'implantation de groupements économiques permanents et leur reconnaissance légale ou de fait par les autorités qui ont effectivement pesé sur l'évolution des structures sociétales. Dès l'instant où la classe ouvrière a été admise comme élément de la vie sociale et que les employeurs et l'Etat en ont tenu compte, pour éviter que le système ne soit secoué ou brisé par les irruptions des barbares de l'intérieur, les projets de société égalitaire et fraternelle sont devenus sujets d'exaltation ou thèmes à harangues, mais ils n'ont plus débouché sur aucune tentative d'application.

Le capital sentimental, le mythe acquis ont été — et sont encore — largement exploités par tous ceux qui cherchaient à se hisser aux sommets des constructions sociales ou à modifier celles-ci à leur profit. Mais le désir d'une société libre et juste, né d'une condition insupportable, n'était plus quotidiennement ranimé ou entretenu, puisque la vie de chaque jour devenait supportable pour un nombre de plus en plus grand. C'est pour une amélioration de la société, sans transformations profondes, que les représentants « sortis » de la classe ouvrière s'efforçaient d'utiliser les organisations et les mécanismes mentaux. Les progrès techniques, — et certains bénéfices de la situation privilégiée de diverses nations européennes dans un monde très inégalement nanti — ouvraient à la classe ouvrière une perspective d'amélioration de son sort économique, en échange d'une certaine docilité et dans la mesure où les règles du jeu capitaliste étaient respectées ; et ces mêmes progrès bénéficiaient pour une bonne part aux nouvelles couches sociales qui, entre prolétariat et possesseurs de biens, jouaient un rôle important dans l'équilibre et le développement d'une société qui allait s'enrichissant.

L'acharnement avec lequel les fidèles du socialisme authentique ont continué à entretenir la confiance en une possible société égalitaire, à la justifier, à faire appel aux ressorts sentimentaux, a sans doute permis de préserver une certaine morale et de faire vivre, au sein de cercles restreints, l'espoir d'une telle communauté humaine. Mais à mesure que la répétition des arguments rationnels ou sentimentaux se faisait sur le plan de pure idéologie, alors que les organisations, les méthodes, les mots d'ordre se définissaient dans le monde des réalités, la compartimentation entre les idées et les pratiques se faisait plus nette.

C'est ainsi que nous pouvons aujourd'hui observer que la plupart des écoles, courants ou groupes socialistes de toutes tendances, se bornent à suivre les événements — en criant « Vive » ou « A bas » — à les interpréter et à les insérer dans un certain nombre de schémas préétablis, voire à découvrir, sur le plan de la stricte connaissance, un certain nombre de phénomènes nouveaux, mais qu'il n'existe plus aucun lien entre cette pensée socialiste — quelle qu'en soit la nuance — et le comportement ou l'action.

L'objectivité de la connaissance, la nostalgie des images anciennes du monde futur peuvent encore cohabiter dans le même cerveau ; il n'est plus de méthode pour utiliser l'une en vue de se rapprocher de l'autre.

L'échec de la plupart des mouvements socialistes s'explique par la substitution, à un moment déterminé, du sentiment de frustration ou du mécontentement né d'une dépendance non acceptée, ou du refus de l'injustice dûment constatée, par un transfert sur le plan politique — c'est-à-dire de conduite des hommes et non d'intervention des hommes — par un report des responsabilités à un échelon différent, hors d'atteinte, hors de la préhension des intéressés. La difficulté que présente la modification d'une situation de fait n'est pas résolue directement et simplement, mais elle est idéalisée, et sa solution est attendue, espérée d'une modification globale impersonnelle, irresponsable. Ce que l'individu ou l'association d'individus pourrait obtenir, est attendu d'un groupe, d'un parti, d'un état-major ou d'un chef chargés des pouvoirs et du mythe de l'autorité.

Les revendications précises, les programmes de réformes étudiées une à une sont, à un moment donné (congrès, élections) remises symboliquement à des organismes ou à des hommes incontrôlables et lointains, comme un fardeau trop lourd à porter dont on se décharge. Sisyphe continue à soutenir le poids du rocher ; mais il invente Dieu ou le Chef pour

ne pas désespérer, ou il imagine que le fardeau est chargé de signification, historique ou religieuse.

Ce que l'idée et l'action anarcho-syndicaliste pourraient apporter à la démocratie, c'est le dépassement de la démocratie d'opinion (celle qui se contente de prémisses : la recherche de l'information exacte, le goût de la lucidité, la confrontation des points de vue) pour déboucher sur la démocratie réelle, celle qui fait participer de façon clairvoyante et volontaire le plus grand nombre à la solution des problèmes immédiats et permanents, par des institutions adéquates, en tous lieux et en toutes circonstances.

ENTRE HIER ET DEMAIN

A l'imitation du capitalisme qu'ils remplacent, les régimes totalitaires ne cherchent pas à produire la même chose avec un travail moindre, mais à produire plus avec le même travail.

Julien COFFINET, « El Hombre y la maquina », (Ediciones Iman, Buenos Aires, 1943).

Pas plus que les autres théories ou que les autres courants, l'anarcho-syndicalisme n'échappe à l'évolution, parfois rapide, des structures sociales. Depuis sa naissance, de multiples expériences sociales ont été tentées, le plus souvent comme réponses empiriques à des problèmes imprévus bien plus que comme applications rationnelles d'une pensée mûre. Le fait d'avoir prévu l'échec fondamental — du point de vue socialiste — des tactiques de prise du pouvoir au nom de la classe ouvrière par des organisations spécialisées n'a évidemment pas épargné à l'anarcho-syndicalisme le sort commun, c'est-à-dire de se trouver — avec ses organisations, ses militants, ses sphères d'influence et ses milieux d'action — conditionné par les nouvelles conjonctures, les nouveaux rapports sociaux.

Entre l'hier vécu et le demain vanté par les uns, craint par les autres ; entre l'époque tragique de l'accumulation primitive et celle que d'aucuns qualifient déjà d'être des loisirs mais que d'autres prévoient à la façon du roman d'Orwell, 1984, il y a le monde d'aujourd'hui, visible dans sa diversité, en partie compréhensible dans ses tendances générales, et c'est dans ce monde et sur ce monde que le syndicalisme libertaire doit exercer son action.

Son premier souci doit être de connaître ce qui est, de vérifier ses hypothèses sur ce qui était, de tenter de prévoir ce qui sera et de peser avec le maximum d'efforts sur la marche de l'humanité pour la rendre plus consciente et en déterminer le sens.

De nombreuses études consacrées à l'évolution sociale des classes salariées ont été publiées depuis une vingtaine d'années. Elles concordent pour signaler l'importance des phénomènes suivants : la rationalisation industrielle conduit à la multiplication d'un type d'ouvrier spécialisé, sans qualification ; le secteur industriel se développe sans employer un nombre accru de manuels salariés ; par contre, les secteurs d'organisation et de distribution emploient toujours davantage de personnel. Autrement dit, si le nombre des salariés du secteur secondaire est stabilisé, celui du secteur tertiaire est en rapide croissance. Il en découle que l'on ne peut plus, en 1959, assimiler classe ouvrière et classes salariées. Sont salariés le gouverneur d'une Banque nationale et le directeur d'une industrie d'Etat ; le sont ceux qui composent une importante fraction des classes moyennes : administrateurs, cadres, fonctionnaires, employés de tous grades, comme le sont enfin les travailleurs de la production « classique ».

La plupart des centrales syndicales groupent, ou s'efforcent de grouper, toutes les catégories de salariés. Est syndicable et souvent syndiqué le pilote d'avion qui perçoit un salaire mensuel de 500 000 francs ou l'ingénieur en chef qui bénéficie, en sus de ses émoluments, de divers avantages : voiture, logement, frais de représentation, aussi bien que le manoeuvre à 30 000 francs par mois ou l'ouvrier professionnel qualifié à 60 ou 80 000 francs.

Il va sans dire que le comportement des uns et des autres varie à l'extrême, que leurs revendications ou leurs aspirations n'ont pas de commune mesure, que les sentiments de frustration sont profonds ou inexistants, selon les catégories.

La définition de salarié n'est donc pas suffisante pour situer la position d'un individu dans l'échelle sociétaire. On s'en convaincra en observant la tendance, notable en certains pays européens, de quelques patrons modernes favorables à leur transformation sociale : ils ne seraient plus les propriétaires en titre et individuellement responsables de leurs entreprises, mais ils auraient statut d'administrateurs, de gérants et disposeraient d'une autorité technique.

Cette évolution dans la composition sociale de la classe ouvrière, et la relative « minorisation », sur le plan national, des couches salariées de travailleurs manuels, ne sont pas niables. D'excellentes études faites aux Etats-Unis et en France, notamment par Georges Friedmann, Jean Fourastié et Michel Collinet les ont caractérisées et en partie chiffrées.

Dans son essai sur « La Condition ouvrière » (1), Collinet distingue trois groupes de salariés et examine leur évolution depuis cinquante ans : les *salariés agricoles*, dont le nombre diminue en valeur absolue et relative ; les *ouvriers des transports et de l'industrie*, dont le nombre n'a augmenté que de 8 % en valeur absolue et de 12 % en valeur relative ; les *employés*, dont le nombre a doublé. L'extraordinaire croissance de cette catégorie tient à deux causes principales, d'après l'auteur :

« La première est l'augmentation relative de ce que, depuis Colin Clark, on appelle les activités tertiaires : commerce, banques, assurances, administrations de l'Etat et des collectivités, c'est-à-dire des activités qui fournissent non des biens mais des services. Le travailleur lié à ces activités est par excellence l'employé et il participe de leur tendance que nous retrouvons plus loin.

« La seconde est l'augmentation, à l'intérieur de l'industrie de transformation, des catégories sociales non directement productives : secrétaires, dactylos, comptables ; et sur le plan technique : agents de maîtrise, dessinateurs, organisateurs et ingénieurs. Ces travailleurs, nommés collaborateurs par opposition aux ouvriers productifs, ont vu leur nombre et leur importance croître au fur et à mesure que l'industrie se rationalisait et se concentrait. De l'artisanat, où les fonctions de direction et d'exécution coïncidaient dans le même individu, jusqu'à l'entreprise moderne, la différenciation entre ces fonctions s'est accentuée. Les bureaux d'ordonnement et de recherches séparent l'ouvrier productif, généralement un ouvrier spécialisé, des responsables de la production. Là où il y a cinquante ans on trouvait le « professionnel » maître de son métier, on trouve aujourd'hui deux personnes : un manoeuvre ou ouvrier spécialisé travaillant automatiquement et un technicien ou employé qui lui prépare son travail. »

Le même phénomène est observable dans la plupart des pays hautement industrialisés.

Les conséquences de cette évolution sont multiples. Elles vont à l'encontre de la croyance marxiste en un prolétariat de plus en plus nombreux. Le nombre de salariés augmente, mais la diversité des situations matérielles et des pouvoirs détenus par chaque fraction des salariés ne conduit pas à un esprit de classe ni à un comportement unique. Elles per-

(1) Collection « Masses et Militants », Les Editions Ouvrières, Paris, 1951.

mettent aux individus d'espérer en une promotion personnelle, elles autorisent les catégories professionnelles à tenter de valoriser leur fonction. Elles conduisent à une plus nette séparation des travailleurs du muscle et des travailleurs du cerveau.

Cependant, il faut noter une certaine hâte à conclure chez les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats, quand ils déclarent que les situations sociales sont aujourd'hui totalement différentes de celles qui étaient caractéristiques il y a un demi-siècle ou un siècle, et que par conséquent les conceptions de lutte des classes, les méthodes d'action et les formes d'organisation syndicales du début du siècle sont périmées.

Cette hâte à délaissier l'héritage d'un siècle de luttes ouvrières et à construire une nouvelle théorie peut s'expliquer de plusieurs façons, et la diversité des motifs contribue, sans entraîner de contradictions, à justifier, plus que le choix d'une tactique ou d'une méthode, un comportement.

La plupart des militants, organisateurs et fonctionnaires syndicaux sont eux-mêmes devenus des éléments du secteur tertiaire. Plus que des porte-parole de leurs compagnons de travail — portés par les circonstances ou par vocation — ce sont de plus en plus des techniciens de la propagande et de l'administration syndicale. La règle du retour à l'usine a été abandonnée. Le renouvellement des mandats se fait presque de façon automatique dans la plupart des organisations. La spécialisation de chaque responsable syndical, rendue quasi inévitable par la complexité des législations et les complications des contrats collectifs, en fait un rouage difficilement remplaçable. Les qualités du cadre de l'industrie, du service public ou de l'administration d'Etat sont recherchées par le travailleur manuel dans son propre syndicat. A la tête de l'organisation ouvrière se trouve bientôt placé, de façon pratiquement inamovible, un militant non ouvrier, soit qu'il soit « sorti » de la classe ouvrière, soit qu'il ait été appelé par elle en raison de ses capacités et de ses connaissances. Socialment, le dirigeant syndical n'appartient plus, dans la plupart des cas, à la catégorie des salariés ouvriers.

Par ailleurs, le poids des organisations de cadres, fonctionnaires et employés dans les confédérations syndicales compte beaucoup dans l'élimination des formes traditionnelles d'organisation, de lutte et des objectifs des syndicats ouvriers.

Enfin, l'orientation donnée par l'Etat aux services sociaux, les tendances des législations sociales, les formes de

pensée et les types de comportement des commis gouvernementaux, des administrateurs de sociétés ou du haut personnel des entreprises contribuent à ce que les représentants syndicaux pensent et agissent sur les problèmes communs comme des techniciens de l'organisation.

Ces quelques tendances particulières se trouvent renforcées par le fait que le sentiment de frustration et le réflexe de révolte contre les inégalités sociales criantes sont réduits ou compensés dans les sociétés industrielles prospères et en expansion. Les contradictions fondamentales de l'économie capitaliste, sans cesse corrigées par des mesures d'esprit dirigiste, par des interventions de l'Etat, par le développement des systèmes de salaires sociaux, n'apparaissent plus aussi crûment qu'il y a quelques dizaines d'années, si bien que l'image d'une société mieux organisée, plus égalitaire, plus juste, s'impose moins.

Aussi, les notions de rendement, de productivité, de haute production, de rationalisation sont-elles de plus en plus discutées dans les milieux dirigeants du mouvement syndical. A la notion de liberté et d'intervention responsable s'est substituée celle de l'efficacité.

Si l'on appliquait les critères d'efficacité aujourd'hui à la mode pour juger de la valeur du mouvement ouvrier d'il y a cinquante ans, il est évident que les formes d'organisation, les méthodes et même les buts des syndicats de l'époque devraient être condamnés dans leur contexte historique, aussi sévèrement qu'ils le sont aujourd'hui, en fonction d'une économie nouvelle.

L'ouvrier sur machine dans l'industrie de la chaussure, l'ouvrier sur métier dans l'industrie textile n'étaient pas plus savants en matière de technique industrielle que l'ouvrier spécialisé de l'industrie métallurgique moderne. La proportion d'ouvriers hautement qualifiés par rapport à la masse des travailleurs sans qualification n'était pas plus élevée il y a cinquante ans qu'aujourd'hui. Cette conjoncture n'a pas empêché la classe ouvrière — aussi diverse, mouvante et bourrée d'antagonismes d'aujourd'hui — de créer un mouvement ouvrier. A l'époque, il ne s'agissait pas d'un mouvement d'intégration, mais d'un mouvement d'affirmation. C'était une tentative, peu logique et à peine défendable si l'on s'en tient aux raisonnements en vogue en 1959, de ramener les proportions, les techniques et les rythmes de l'industrie en rapide développement à l'échelle de l'homme. C'était aussi, moins spontanée mais constante, une volonté d'imaginer et de créer un type de société qui n'aurait pas les tares

et les cruautés de celle dans laquelle le mouvement ouvrier se développait.

Il faut donc voir dans le raisonnement avancé par ceux qui condamnent le syndicalisme libertaire comme une méthode inadaptée aux situations et aux tendances de l'économie moderne, un plaidoyer *pro domo*. Ce raisonnement justifie leur comportement et donne à leur rôle social de fait une fonction logique, mais il est une justification de ce qui est davantage qu'une analyse sociale objective aboutissant à la définition d'un syndicalisme raisonnable.

Ce qui différencie fondamentalement le syndicalisme libertaire des nombreux types de syndicalisme dits modernes, c'est la signification — buts et moyens — du syndicalisme. Pour le syndicalisme libertaire, le syndicat est une école de démocratie économique permanente. Toute action syndicale est une affirmation du droit et de la volonté du travailleur d'intervenir de manière responsable dans la vie sociétale et singulièrement dans le fonctionnement de l'économie, pour imposer une pleine citoyenneté refusée par les lois, les privilèges économiques, les formes de propriété, l'Etat. L'inégalité des droits est remise en question dans les faits chaque fois que la classe ouvrière organisée revendique, se met en grève, propose des institutions nouvelles, s'oppose à des lois.

Pour le syndicalisme dit réformiste — non par la méthode mais par les buts — c'est-à-dire qui ne vise plus à conquérir une citoyenneté ouvrière entière, la nature de l'économie n'a plus une importance capitale ; ce sont les techniques de production et les méthodes de distribution qui deviennent essentielles. D'où l'importance attribuée au rôle des appareils syndicaux, assimilables aux appareils techniques de l'industrie, de l'administration, de l'Etat.

On s'aperçoit de cette différence d'optique — et peut-être de classe — quand on examine la façon dont nombre de sociologues et de dirigeants syndicaux interprètent les structures sociales d'une entreprise ou d'une industrie. Ce n'est plus le rôle et l'utilité de l'entreprise, ce n'est plus la valeur humaine ou la signification sociale de l'industrie qui est recherchée, mais son harmonieux fonctionnement. La revendication ouvrière devient un facteur de ce fonctionnement et le problème devient une recherche de leurres. Il ne s'agit plus de gestion ouvrière mais de *sentiment* de participation à donner aux ouvriers. Le problème social essentiel semble pouvoir être éliminé, non par une solution mais par sa dissolution dans une production élevée au point de pouvoir satis-

faire tous les besoins, et de faire taire par conséquent les revendications de dignité et de responsabilité réelle.

Notons en passant que les premiers planistes (en Belgique avec l'équipe De Man, en France avec les théoriciens du Plan), s'étaient montrés plus francs que les actuels partisans d'une économie rationnelle dans son cadre de désordre. Ils voyaient très simplement dans le mouvement ouvrier le moteur capable d'imposer de nouvelles équipes de technocrates au pouvoir, celles-ci constituant un état-major en mesure de transformer les systèmes de production, de distribution et de financement par des réformes calculées. L'objectif n'était évidemment pas l'émancipation de la classe ouvrière, mais bien une haute productivité et un type d'organisation économique capable de participer à la bataille des marchés et d'affronter la compétition mondiale.

**

Il n'en reste pas moins que pour les tenants du syndicalisme libertaire un problème se pose. L'évolution des structures sociales, la transformation des techniques, la redistribution des classes sociales rendent-elles utopiques les méthodes et les objectifs qui leur sont propres ? Aussitôt surgit un autre problème : la classe ouvrière est-elle encore, par son rôle social, par sa force numérique, par ses capacités, en mesure d'œuvrer à la construction d'une société d'où les privilèges de propriété, de pouvoir et de connaissances seraient éliminés ?

Observons en premier lieu que les phénomènes étudiés ou signalés plus haut sont caractéristiques des centres industriels modernes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Ils ne sont ni décelables ni vérifiables dans l'évolution des nations et régions où l'organisation industrielle est moins développée (Amérique latine, Afrique, Asie, régions arriérées du point de vue économique d'Espagne, d'Italie, de Grèce). Par contre, l'implantation des méthodes managériales dans ces régions dites sous-développées peut être vérifiée. Elle correspond non seulement aux exportations des techniques, mais encore aux vœux des appareils politiques jaillis des mouvements d'indépendance.

L'aspect syndical des nouvelles structures dans les pays neufs est significatif. Ce n'est pas l'évolution d'un mouvement ouvrier ancien (fût-il limité à quelques zones industrielles, à quelques manufactures ou aux transports) qui conduit à un syndicalisme de techniciens, sans doctrine propre, mais bien une bureaucratie créée de toutes pièces par l'appareil d'Etat

qui organise le mouvement syndical. Le type d'organisation syndicale semble donc correspondre plus à une technique de pouvoir qu'à la transformation des structures sociales liée à une évolution économique.

Par contre, la manipulation des populations prolétarisées et des groupes d'ouvriers provoque des réactions dont la nature montre que les problèmes fondamentaux se posent en Afrique, en Asie, et au Moyen-Orient, de la même façon qu'en Europe et en Amérique du Nord. Il s'agit donc certes de revendications matérielles et de la recherche de garanties de sécurité mais aussi d'aspiration vers la participation effective et de défense de dignité individuelle.

Le problème qui est caractéristique de la revendication anarcho-syndicaliste demeure parce qu'il déborde les cadres des économies de type capitaliste ou d'Etat, alors même que sa façon de se poser est conditionnée par ces structures.

Il est déjà visible que les réactions ouvrières qui conduisirent à la naissance de l'anarcho-syndicalisme, puis à sa définition et à la découverte de son rôle, se manifestent et se manifesteront encore dans les régions où l'industrie s'implante, que ce soit par suite de la volonté colonialiste, comme conséquence des programmes d'aide ou suivant les vœux des équipes dirigeantes des nouveaux Etats indépendants. La mise en valeur des richesses locales, la naissance d'industries, l'entrée progressive ou rapide des régions autrefois arriérées dans la ronde du monde moderne sont autant de phénomènes qui, sur le plan social, posent en termes apparentés sinon identiques les problèmes de dépendance sociale, de citoyenneté contestée des travailleurs, de hiérarchie sociale.

Revenons cependant aux pays où le syndicalisme ouvrier possède une histoire déjà longue. La minorisation de la classe ouvrière manuelle, la disproportion entre ses capacités et les connaissances nécessaires au fonctionnement des grands complexes industriels, le développement des secteurs tertiaires ne suppriment pas la classe ouvrière. Une politique ouvrière demeure indispensable. La question est de savoir si c'est elle qui la définira ou si ce sont les autres couches sociales qui lui feront admettre une politique « générale ».

Pour nous, les promotions individuelles et les mesures les facilitant, les avantages accordés à la classe ouvrière en contrepartie d'un effort accru de production, les systèmes de représentativité ou de figuration dans les organismes dirigeants de l'économie proposés aux personnels ouvriers ne sont que fausses solutions au problème majeur qui demeure ouvert : l'inégalité de droit et de fait entre les diverses classes

de la société. Nous voyons, dans les législations sociales — qu'elles correspondent à de sincères sentiments de charité ou à une politique de précaution — et dans la tendance à veiller à ce que la classe ouvrière soit bien traitée, bien nourrie et bien logée, des palliatifs aux déséquilibres engendrés par des sociétés animées par la volonté de pouvoir et la poursuite de privilèges matériels, et non des remèdes décisifs.

Que ce soit dans les régions hautement industrialisées où la classe ouvrière a perdu — pour les intellectuels qui misaient sur elles, s'en faisaient les interprètes et se trouvaient hissés par elle au pouvoir — le rôle messianique de classe élue par l'histoire (qu'elle n'avait jamais revendiqué), que ce soit dans les régions en voie d'industrialisation suivant des méthodes totalitaires systématisant l'accumulation primitive de capital ; que ce soit dans les régions sous-développées où s'instaurent des régimes à base d'appareils politiques et d'Etats tout-puissants, nous observons et pressentons des luttes menées par la classe ouvrière qui marquent une prise de conscience et correspondent à la recherche d'une méthode de sauvegarde et d'émancipation.

Nous n'attendons pas la naissance d'une démocratie pleine et entière de l'autorité du parti unique, de l'Etat tout-puissant ou de la technocratie, non plus que du fonctionnement d'une économie basée sur le rendement, où l'abondance des produits serait la panacée sociale. Nous nous entêtons à croire que la démocratie réelle ne peut résulter que d'efforts nombreux, individuels et collectifs, sur les situations de fait, et de la participation lucide et volontaire des victimes des inégalités économiques et sociales.

*

**

A plusieurs reprises, nous avons été amenés à parler du caractère aveugle de l'économie concurrentielle. Pour bien des sociologues contemporains, c'est là une formule de propagande vide de sens, et que les résultats du fonctionnement de cette économie contredisent. Les extraordinaires progrès techniques, le succès des méthodes de rationalisation, les découvertes scientifiques récentes apportent une abondance de produits et d'objets qu'aucune civilisation précédente n'avait osé imaginer.

L'état de sous-consommation dans lequel vivent des populations nombreuses en Asie, en Amérique latine, en Europe même, ne peut être présenté comme un argument s'opposant à l'enthousiasme des défenseurs de l'économie moderne. C'est précisément dans ces régions que les méthodes de pro-

duction dont ils se font les champions ne sont pas appliquées et tout l'effort devrait tendre à ce que, le plus rapidement possible, les bienfaits de l'économie machiniste soient mis à la portée de ces populations, par leur entrée dans le circuit de cette économie.

Il y a donc quelque audace ou quelque prétention à mettre en doute la valeur d'un système de production dont les fruits multiples et utiles sont visibles, qui font l'admiration des régimes qui ne les possèdent pas et dont les perspectives s'ouvrent de plus en plus largement grâce aux inventions et aux découvertes, jusqu'à faire délirer les imaginations.

Un examen plus attentif du fonctionnement de cette économie conduit cependant à tempérer les enthousiasmes. Le coût en vies humaines, en sacrifices, en travail forcé, en exploitations et en humiliations de toute sorte de la période initiale du capitalisme industriel a souvent été dénoncé. La mise en esclavage des populations vivant dans l'empire soviétique, les déportations massives, la liquidation de millions de paysans, l'instauration d'un régime concentrationnaire ont marqué un phénomène en de nombreux points identiques, à quelques générations près, à celui de la période d'accumulation primitive du capital en pays capitalistes. La Chine nouvelle suit un chemin à peine différent, par la mobilisation permanente de l'ensemble des populations, sous les ordres d'un parti-Etat en passe de devenir une classe privilégiée nouvelle, un mandarinat moderne.

L'argument est parfois admis a posteriori, du moins en ce qui concerne les régions industrialisées d'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, et les artisans de l'économie actuelle peuvent se faire une bonne conscience, d'une part en regrettant les excès du capitalisme libéral, d'autre part en présentant le jeu des garanties et des contrepois comme une méthode qui interdit dorénavant les pratiques condamnées.

Remarquons cependant que ces méthodes sont préconisées dans les pays ayant acquis ou conquis récemment leur indépendance, et cela non pas par les représentants des anciens impérialismes ou des colonialismes, mais par les dirigeants autochtones. Le but premier, essentiel, auquel tous les autres sont subordonnés est de parvenir au degré d'industrialisation atteint par les Etats-Unis, l'Angleterre ou l'Allemagne occidentale, suivant ces procédés. Un chef de gouvernement d'Afrique noire — de surcroît dirigeant d'une organisation syndicale — Sekou Touré, président du gouver-

nement de la République de Guinée, déclarait en février 1959 :

« Si nous n'avons pas de milliards pour faire telle chose, nous avons nos hommes et nos femmes... Le chemin de fer ici a été fait sans moyens techniques, de Conakry à Kankan, avec la barre et la pioche... Nous serons le premier gouvernement africain à instaurer le travail obligatoire ; je dis publiquement : le travail obligatoire sera instauré, nous n'avons aucune honte à le dire, puisque ce travail ne sera pas fait au bénéfice de M. Sekou Touré, ni au bénéfice du gouvernement, ni au bénéfice de qui que ce soit ; ce sera au bénéfice de ceux qui vont travailler eux-mêmes. »

Dans une polémique l'opposant à la socialiste anglaise Rita Hinden, Asoka Mehta, leader socialiste et syndicaliste indien, définissait comme suit le rôle des organisations syndicales ouvrières dans la période de construction économique suivant la proclamation de l'indépendance indienne : « La fonction essentielle des syndicats est sociologique : affronter les problèmes psycho-sociaux qui naissent de la transformation d'une main-d'œuvre rurale analphabète en un secteur de travail discipliné, organiser la communauté de logement, etc. »

Cette route vers le bonheur et la prospérité pavée de bonnes intentions et de travail forcé provoque en nous plus que des hésitations. La planification et la recherche d'une plus grande économie de moyens pour la réédification de ce qui fut la période la plus dure et la plus abhorrée du capitalisme devient donc méthode scientifique, en tout cas raisonnée. Ce qui était un aboutissement assez déconcertant d'une production désordonnée et sans plan, devient un but recherché de la planification et des régimes monolithiques.

Nous en revenons ainsi à la question première : le fonctionnement actuel de l'économie moderne est-il, sinon parfait, du moins aussi rationnel qu'on le dit, qu'on le croit, qu'on le proclame ? Divers indices conduisent à mettre en doute cette efficacité. C'est d'autre part, la prolifération même du secteur tertiaire, sans aucune commune mesure avec le secteur productif. C'est d'autre part l'amputation du revenu salarial par le coût prohibitif et sans aucun rapport avec le prix de revient de nombreux produits d'usage courant, contrôlés par des ententes industrielles, des monopoles de fait ou des sociétés vivant de publicité. C'est aussi l'immense gaspillage d'efforts et de matériel, de moyens financiers, par la surenchère des concurrences et des compétitions. C'est enfin et surtout le coût social de l'industrialisation, considérée comme un bien absolu, comme la condition de tout progrès.

Julius Dickmann, avant la guerre de 1940, avait parfaitement analysé le mécanisme :

« Plus on part d'une technique avancée ou, en d'autres termes, plus les investissements consacrés à la production de machines de type ancien sont importants, plus il faut de temps avant que le fonctionnement économique de la nouvelle machine, une fois compensée la perte occasionnée par l'introduction de cet outillage — puisse être considéré comme un avantage pour l'ensemble de la production. Et si, au cours de cet intervalle, surgit une nouvelle invention qui remplace le type de machine introduit, par un autre plus productif encore, alors la première invention ne remplit déjà plus son rôle qui est d'économiser du travail pour la société considérée dans son ensemble (1). »

Julien Coffinet, qui s'est également penché sur le même problème, précise : « Tout le monde, après Marx, s'est laissé impressionner par l'aspect particulier de la productivité technique du travail qui semble avoir multiplié par cent les forces humaines, sans voir le développement des aspects sociaux de la productivité du travail ». Or, « la technique développée par le mode de production capitaliste, non seulement gaspille le travail humain et dilapide les sources de production, mais encore, par une division excessive du travail, elle mine les bases mêmes de cette culture qui fut le trait principal de la culture occidentale. » « La révolution continue des moyens de travail a pour résultat de rendre inutilisables ces moyens de travail avant leur usure matérielle, par la pression de la concurrence. »

Poussant l'analyse, l'auteur critique l'interprétation marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit :

« S'appuyant spécialement sur l'étude de la circulation du capital, Marx n'a pas vu, dans la diminution du taux de profit, autre chose qu'un signe capitaliste : la relation d'une valeur qui représente le travail vivant en fonction d'une valeur qui représente du travail mort. Mais si on prend en considération l'analyse des éléments concrets de la reproduction sociale, il est nécessaire de traduire la loi exprimée par Marx comme si elle exprimait une augmentation du travail social investi dans la production des moyens de production, avec la diminution correspondante du travail social disponible

(1) « La critique sociale », n° 9 (la citation a été retraduite de l'espagnol et peut ne pas correspondre exactement à l'original).

pour la production des moyens de subsistance et pour la production de nouveaux éléments destinés à un élargissement futur de la production. »

Nous pouvons donc raisonnablement mettre en doute l'efficacité des systèmes économiques concurrentiels en ce qui concerne la satisfaction aux moindres frais des besoins des populations. En tout cas, l'idéalisation de ce type d'économie ne peut être admise davantage que l'idéalisation des économies planifiées par en haut, ne serait-ce que parce que les deux types ressortent en définitive de la volonté de suprématie et non pas de la recherche de la satisfaction des besoins.

Les freins à la manie du gigantisme industriel et à l'ivresse de la production pour la production, ne peuvent être trouvés que dans les réactions des travailleurs eux-mêmes et notamment dans le fonctionnement des syndicats. L'opposition à la tendance générale des états-majors — qu'ils soient politiques, directoriaux ou d'Etat — de manipuler la main-d'œuvre comme un des éléments de la production au même titre que les matières premières ou les sources d'énergie, ne peut surgir que de la volonté des composants de cette main-d'œuvre à conserver leur individualité, leur désir d'intervention, leur dignité.

C'est pourquoi, et cela tant qu'un type de société nouvelle ne sera pas trouvé qui éliminerait les fausses dépendances et les inégalités de fait et qui rendrait l'économie aux hommes, le rôle du syndicat demeure essentiel pour imposer des limites à l'exploitation et conserver au travail des dimensions humaines.

C'est également pourquoi la recherche et l'expérience de formes d'organisation autonome du travail doivent être sans cesse renouvelées, quel que soit le type de l'exploitation de l'homme par l'homme, quel que soit le degré de développement de l'industrialisation.

Nous pensons notamment aux efforts classiques de la classe ouvrière organisée : coopératives de production et de consommation, mais aussi à des formules nées dans les économies hautement développées : ateliers autonomes au sein des grandes entreprises, systèmes de commandites ouvrières, régies de services publics organisées par les travailleurs. Toutes ces expériences buttent nécessairement sur des difficultés multiples, jusqu'à trouver leur propre limite ; toutes se heurtent aux structures générales de l'économie et aux

privilèges, mais toutes aussi témoignent de la connaissance, de la part de leurs promoteurs, des défauts et des tares de la société basée sur les inégalités, toutes prennent la signification d'une volonté d'intervenir.

Elles sont la preuve vivante que la contradiction entre la volonté d'émancipation individuelle et l'acceptation de l'état de sujétion en tant que membre de la classe ouvrière n'est pas insoluble et qu'elle constitue en fait le moteur du mouvement anarcho-syndicaliste.

Louis MERCIER.